



**FONDATION POUR L'EDUCATION / RESEAU LIBRE SAVOIR  
PREPARATION BACCALAUREAT / SESSION 2024  
COURS DE RENFORCEMENT DES CAPACITES METHODOLOGIQUES  
COORDONNATEUR NATIONAL / MONSIEUR NDOUR  
TEL : 77-621-80-97 / 77-993-41-41 / 76-949-63-63**

**EPREUVE DE DISSERTATION PHILOSOPHIQUE CORRIGEE N°03  
PORTANT SUR L'ETAT ET LE POUVOIR POLITIQUE**

**« Serions-nous plus libres sans État ? »**

**INTRODUCTION**

L'Etat est un mode d'organisation sociale, doté d'un ensemble d'institutions et d'une autorité souveraine s'exerçant sur l'ensemble d'un peuple dans un territoire déterminé. Il est aussi une société organisée ayant un gouvernement autonome dépositaire de la puissance publique. En somme, c'est le pouvoir politique institutionnalisé. Son rôle est diversement apprécié ; d'aucuns pensent qu'il est garant des libertés individuelles et d'autres estiment qu'il menace les libertés. C'est dans cette dynamique que notre sujet nous invite à analyser la question selon laquelle « **Serions-nous plus libres sans État?** ». Autrement dit, l'Etat serait-il plus à craindre que l'absence de l'Etat ? L'Etat est souvent perçu comme une force contraignante envers les citoyens : il interdit. Mais, ne peut-on pas voir aussi ce qu'il permet ? Quels sont les rapports qu'entretiennent l'Etat et la liberté.

**DEVELOPPEMENT**

L'État est une instance séparée de la société civile, chargée d'administrer la société. Or si l'État semble nécessaire, c'est que la liberté des uns est menacée par l'agression des autres.

**D'abord**, l'homme est un être de passions, animé de tendances contradictoires. Cependant il est nécessaire de trouver des principes régulateurs de ces passions afin d'éviter les dérives anarchiques et les violences qu'elles entraînent. L'institution du politique par le biais d'un contrat juridique apparaît comme la solution. **Hobbes**, à la suite de **Machiavel**, est convaincu que « *l'homme est un loup pour l'homme* ». Il écrit : « Aussi longtemps que les hommes vivent sans un pouvoir commun qui les tient en respect, ils sont dans cette condition qui se nomme guerre, la guerre de chacun contre chacun » **Léviathan**. Logiquement, il imagine un État-Léviathan capable de faire peur aux hommes, afin d'éviter le retour de la guerre civile, qui caractérise **l'état de nature**. Le **Léviathan** est un homme ou une assemblée d'hommes qui, par un contrat passé entre tous les membres de la société, est entièrement souverain sur la société. Le contrat fonde ainsi un régime autoritaire : le souverain domine la société, et il a pour charge de garantir l'ordre, y compris par la peur. Chez **Rousseau**, dans l'état de nature, l'homme est naturellement bon, et il est bon parce qu'il est asocial. Il vit seul, libre et égal aux autres puisqu'il est indépendant d'eux.

**Ensuite**, avec le passage à la société et la vie en commun, l'homme naturel a été totalement perverti. Les deux maux de l'humanité sont apparus : la servitude et l'inégalité. **Rousseau** pense qu'il faudrait une société où les hommes participent équitablement au gouvernement, en vue du bien commun. C'est en ce sens que nous pouvons penser à l'Etat. Dès lors, le but final de la politique, serait l'égale participation à la vie publique des citoyens. Ainsi les hommes seraient libres car autonomes. Ils n'obéiraient qu'à la volonté générale, c'est-à-dire à eux-mêmes. Sur le plan social, **Rousseau**, dans son **Contrat social**, soutient que l'Etat ne menace pas les libertés. A son avis, « il n'y a point de liberté sans lois», et que « L'obéissance à la loi qu'on s'est prescrite est liberté ». En d'autres termes, aussi contraignantes qu'elles puissent être, les lois garantissent néanmoins la liberté des hommes. **Spinoza**, **Hegel**, **Rousseau**, **Hobbes** et **John Locke**, ont une vision positive de l'Etat : ils pensent que l'Etat garantit les libertés. Ce faisant « Nul n'est au-dessus de la loi , nul n'est censé ignorer la loi ; nul ne peut se cacher derrière sa fortune ou son affiliation pour échapper à la loi ; force restera toujours à la loi », déclarent les lois juridiques.

**Enfin**, l'actualité montre fréquemment que l'absence d'un Etat, sa faiblesse concourrait à renforcer les conflits sociaux. C'est notamment le cas des guerres civiles, en Afrique par exemple, comme le décrit l'écrivain ivoirien **KOUROUMA** dans Allah n'est pas obligé. Il y décrit le désordre et la violence absurde qui règnent au **Libéria** et en **Sierra Leone**. La présence d'un Etat, qui fixe des lois, est une garantie de liberté et de sécurité. L'Etat se voit effectivement souvent attribué des fonctions positives garantissant le bien de la société. Il permet une paix et une régulation sociale en dissuadant ou en sanctionnant les crimes par la loi, mais également, dans une certaine mesure, en les amnistiant. Pour cela, il dispose de moyens coercitifs, contraignants que **Louis ALTHUSSER** appelle appareils répressifs d'Etat comme **la police, la gendarmerie et l'armée** pour maintenir l'ordre. Dans ce contexte d'évolution les exemples du Mali, du Niger, du Burkina Faso, du Gabon et de la Guinée sont de parfaites illustrations. Mais le paradoxe est que si l'État exerce un pouvoir intrusif, au nom même de la liberté, il devient lui-même liberticide.

Après avoir développé les arguments qui confirment la thèse selon laquelle l'homme ne saurait être libre sans l'Etat, nous avons pu constater des limites de notre sujet, que nous chercherons à compléter et à clarifier à travers d'autres considérations philosophiques et politiques anarchistes et anti-étatistes.

D'abord, l'Etat a été institué, en principe, pour jouer le rôle d'arbitre. Mais en réalité, l'Etat n'est jamais neutre. Il est toujours au service de la classe dominante. Par exemple, dans les sociétés capitalistes, l'Etat est au service de la bourgeoisie ; les bourgeois en ont fait un instrument de domination pour préserver leurs intérêts et pour exploiter la classe ouvrière. C'est pour cette raison que **Marx** et **Engels** ont prôné la disparition de l'Etat en remplacement de la société communiste qui est une société sans classes. Dans l'Idéologie allemande, Marx affirme que l'Etat est un instrument d'oppression et d'exploitation de l'homme par l'homme. A ses yeux, l'Etat et l'esclavage sont inséparables. Le point de vue de Marx est partagé par les anarchistes **Proudhon** et **Bakounine** qui considèrent que « l'Etat, c'est l'ennemi ». Dans les Confessions d'un révolutionnaire, Proudhon dit que « le gouvernement de l'homme par l'homme, c'est de la servitude ».

Ensuite, Même le gouvernement démocratique, pris pour la meilleure forme des régimes politiques, n'est pas épargné. Les anarchistes aspirent à la disparition de l'Etat, donc à toute forme de contrainte pour l'émergence d'une liberté totale de l'individu. **Nietzsche** s'est également prononcé sur l'Etat en le critiquant sévèrement. Dans son ouvrage Ainsi parlait Zarathoustra, il compare l'Etat à un monstre froid et un menteur qui prétend représenter le peuple. Il dit à ce propos : « Etat, qu'est-ce cela donc ? (...) Je vais vous parler de la mort des peuples. L'Etat, c'est le plus froid des monstres froids. Il est froid même quand il ment ; et voici le mensonge qui s'échappe de sa bouche : '« moi l'Etat, je suis le peuple ». **Mensonge**. Dans le même ordre d'idée, Nietzsche ajoute que « Quoi que l'Etat puisse avoir il l'a volé et quoi qu'il dise il ment, et il ment dans toutes les langues ». L'Etat, c'est une organisation criminelle qui a réussi en réprimant violemment toute concurrence émergente. Ainsi **Lysander Spooner** au XIXe siècle écrit : « L'État est une association secrète de voleurs et d'assassins dont la législation est une usurpation et un crime » (Outrage à chefs d'Etats).

Enfin, il convient de noter toutefois que l'anarchisme n'est pas un retour au désordre. La thèse anarchiste, c'est l'ordre sans l'Etat, c'est-à-dire la liberté sans l'Etat. « La liberté est la mère et non la fille de l'ordre », disait **Proudhon**. Tout d'abord la raison en est que c'est l'Etat qui, en opprimant, est la source du désordre social. Par ailleurs l'anarchisme n'est pas l'anomie. Toute société a besoin de règles. La question est de savoir si ces règles doivent être imposées d'en haut par une autorité supérieure arbitraire ou si elles peuvent se déduire naturellement d'un principe éthique universel qui ne soit pas l'expression de priviléges ou de rapports de force politique.

L'Etat fait l'objet de diverses interprétations opposant ceux qui sont pour et ceux qui sont contre. Mais une position intermédiaire s'installe avec **Paul Valery** qui dit que « Si l'Etat est fort, il nous écrase ; s'il est faible, nous périssons ». Que choisir ? La toute-puissance de l'Etat ou sa faiblesse ? **Paul Valery** invite à un fonctionnement équilibré de l'Etat, de telle sorte que les libertés soient garanties sans qu'elles nuisent au pouvoir de l'Etat.

## **CONCLUSION**

Au terme de notre analyse et au regard de ce qui précède, il était question de savoir si l'homme peut être libre sans Etat. L'Etat arbitre serait donc un État qui prendrait en compte les exigences de la sûreté mais qui ne prétendrait pas faire le bonheur des hommes en leur imposant ses directives. Si l'Etat est un mal, il reste néanmoins un mal nécessaire : limiter les prétentions arbitraires d'un individu sur un autre individu. Mais comment limiter l'Etat lui-même ? Tel est le défi à relever pour garantir la liberté. Selon **Benjamin Constant** et **Alexis de Tocqueville**, c'est le rôle de la constitution, de la presse et des associations civiles, que de limiter le pouvoir politique à ses fonctions d'arbitre en vue de la protection des libertés. Encore faudrait-il que la presse et les associations soient réellement indépendantes et que la constitution ne soit pas manipulée au gré des opinions fluctuantes.